

8 mai 1945/8 mai 1995

La Victoire commémorée

► Informations générales, page 29

Midi Libre

HÉRAULT

Marien Mas

depuis 1880

Aménagement - Décoration - Copies d'ancien

le meuble a son espace

EXPOSITION SUR 3 NIVEAUX

25, boulevard Jeu-de-Paume - MONTPELLIER
(parking Gambetta) 67.60.44.25 Salons **burov**

Avec 52,67 % des voix contre 47,33 % à son rival socialiste

C'EST JACQUES CHIRAC

■ Au terme d'une campagne de bonne tenue, le maire de Paris devient le cinquième président de la Cinquième République ■ Lionel Jospin l'a félicité et lui a souhaité bonne chance

BILLET

Elan

Après deux échecs successifs, des infortunes et des fortunes très diverses dans cette campagne, et sur un score très satisfaisant - mieux que Giscard (1974) et que Mitterrand (1981) - Jacques Chirac est donc devenu le cinquième président de la Ve République. Le premier gaulliste à entrer à l'Elysée depuis vingt et un ans. Il lui appartient de mener le combat contre les fléaux - chômage, exclusion - qui ravagent notre société. De la faire entrer dans le troisième millénaire. De lui rendre confiance, fierté.

C'est le projet de réformes profondes, de changements, et de nouvel élan que les Français, à travers Chirac, ont ratifié. La déclaration seraine, sobre, dépouillée de tout triomphalisme, du nouveau Président augure d'une action rapide.



Lionel Jospin, leader désormais incontournable d'une gauche qu'il a requinquée a, c'est une première chez nous, admis sa défaite. Et souhaité bonne chance au Président. Ton inédit dans notre vie politique.

La France, épousant enfin son temps, tournant une page, serait-elle entrée hier dans le cercle des démocraties modernes ?

P.K.

Jacques Chirac l'a emporté au second tour de l'élection présidentielle, au terme d'une campagne mesurée et digne, sur son rival Lionel Jospin.

Photos Reuter



La course d'obstacles commence

par Jean-François REVEL

LA victoire de Lionel Jospin aurait signifié l'ouverture d'une longue période de chaos, pour des raisons totalement indépendantes des mérites incontestables du candidat socialiste.

Même après une dissolution de l'actuelle Assemblée nationale, le corps électoral n'aurait probablement pas envoyé au Palais Bourbon une majorité de gouvernement cohérente pour Lionel Jospin. Cette élection présidentielle illustre d'ailleurs, comme l'avait fait, à un moindre degré, celle de 1988, qu'il existe une logique électorale présidentielle qui peut être indépendante des au-

tres élections et de la réalité du pays. En 1988, fut réélu un Président de gauche dans un pays majoritairement à droite, qui, après une malencontreuse dissolution, ne renvoya pas à François Mitterrand l'Assemblée qu'il souhaitait. Etant donné que, depuis 1988, la France a évolué, encore plus vers la droite, l'écart entre la majorité présidentielle et la majorité parlementaire se serait encore accru si Jospin avait gagné.

Cohabitation

Cet antagonisme aurait placé le nouveau président socia-

liste devant une incapacité de former un gouvernement en harmonie avec son programme. Ni le Président, ni le Premier ministre n'auraient eu la capacité de diriger le pays, ce qui, pour être bref, s'appelle : situation de cohabitation.

Ce qu'il faut expliquer, ce n'est donc pas tant la victoire de Jacques Chirac, c'est pourquoi elle a paru un instant risquer de ne pas se produire, malgré l'état présent des forces politiques en France. Non point que la marge de son succès soit mince. En 1981, Mitterrand obtint au second tour 52 % contre 48 % à Giscard, ce qui fut considéré comme un triomphe sans précédent. Avec une majorité dépassant à peine plus d'un million de voix, le résultat de son concurrent, Mitterrand avait-il vraiment reçu de la nation, le mandat de bouleverser de pied en cape la société française ? On aurait pu le contester. Nul ne le fit.

En 1974, Giscard, avec un maigre 50,8 % n'avait gagné que de 300 000 voix sur son adversaire. Le problème aujourd'hui ne tient donc pas tant à l'écart.

Si malgré sa défaite arithmétique, Jospin a obtenu un succès politique et moral, c'est que Chirac a, lui, remporté un succès très inférieur à ce qu'il aurait pu être et dû être, vu les réserves électorales que possédait en 1995, la droite, à en juger d'après les élections qui n'avaient cessé de rétrécir la gauche en 1992, 1993, et 1994. L'explication la plus répandue de cette victoire, relativement étonnante de Chirac par rap-

port à ce qu'elle aurait pu être, ce sont les luttes intestines de la droite. Elles ont joué, certes, mais elles ne suffisent pas à tout éclairer. Quand un bloc représente 60 % d'un peuple, il ne peut pas être monolithique et on est naïf de se plaindre, d'y constater des divisions.

Conservateurs et travaillistes au Royaume-Uni, démocrates et républicains aux Etats-Unis, se subdivisent en plusieurs écoles de pensées rivales et en plusieurs sous-partis qui se combattent pour arracher aux autres courants la première place.

Blessure profonde

Ce n'est donc pas en soi, la division de la majorité qui l'a affaiblie, c'est que cette division ne reposait sur aucune différence rationnelle. D'où les oscillations imprévisibles de l'électorat. La blessure profonde de la majorité datait de ce moment où elle n'avait pas exploité la chance historique de sa victoire exceptionnelle de 1993. Elle ne s'en était pas servie pour vraiment gouverner, réformer, soigner et régénérer le pays. Balladur s'était laissé endormir par Mitter-

rand et par le somnifère de la cohabitation. Désormais, il était trop tard. Malgré les exercices verbaux de Chirac, destinés à opposer sa politique du changement à la continuité de Balladur, les deux rivaux libéraux du premier tour savaient fort bien qu'il n'y a qu'une seule politique possible en France aujourd'hui et qu'elle n'avait pas été faite en 1993. Et j'ajouterais que Jospin aussi le savait. Cette politique consiste, disons même condamner à réduire les déficits publics ; à supprimer les gaspillages ; à extirper la corruption ; à redresser l'éducation nationale ; à stimuler l'activité économique sans casser la solidarité, ou si l'on préfère, à normaliser la solidarité sans casser l'activité économique ; à procéder à une réforme fiscale, sans démagogie ; à renforcer la sécurité dans le cadre de la légalité républicaine, mais sans non plus tolérer la dislocation de cette même légalité républicaine ; à favoriser, voire à exiger l'intégration des émigrés tout en jugulant l'immigration clandestine ; à résorber le chômage par la création d'emplois réels, c'est-à-dire en cessant d'empêcher les créations d'em-

ploi ; à relancer la natalité française en supprimant les dispositions qui font qu'aujourd'hui, un Français qui se marie, qui a des enfants et qui épargne, est, ce que l'on appelle en langage familier, une poire ; enfin en regardant en face et en formulant clairement les conditions d'une extension et d'une consolidation de l'Europe, sans se contenter de paroles creuses.

Conflits

Les trois candidats plausibles du premier tour, les deux survivants du second, étaient d'accord sur la substance de ces impératifs. Ce qui les séparait, c'est que les clientèles à combattre, les coalitions d'intérêts et les conjurations qui perpétuent les privilèges, n'étaient pas les mêmes dans les trois cas pour chacun d'entre eux. Mais pour tous les trois, et à la fin pour tous les deux, les résistances au changement sont de même intensité. Les conflits en perspective pour tout réformateur seront très violents. Ces résistances auraient sans doute été plus fortes dans l'hypothèse d'une victoire de Jospin, car l'électorat socialiste est sans doute le plus conservateur de tous. Mais elles seront à peine moindres, face à l'action promise par Jacques Chirac. C'est cela sans doute qui explique la courtoisie du dialogue entre Chirac et Jospin, le 2 mai à la télévision. Au fond, les interlocuteurs avaient tous deux conscience que plus grand chose ne les séparait. Ils ne savaient pas encore lequel des deux allait tenir le gouvernail, mais ils savaient fort bien qu'ils étaient l'un et l'autre assis dans la même barque.

LES RÉSULTATS

Résultats communiqués par le ministère de l'Intérieur à 00 h 30

SCRUTIN PRÉSIDENTIEL 7 MAI 1995 2 ^e TOUR		JOSPIN	CHIRAC
FRANCE		47,33 %	52,67 %
I.: 39 070 766 V.: 31 400 367		13 975 871	15 551 412
E.: 29 527 283 Abs.: 19,63 %			

DANS LA RÉGION

AUDE	55,63 %	44,37 %
I.: 225 793 V.: 190 810	99 410	79 298
E.: 178 708 Abs.: 15,49 %		
GARD	48,93 %	51,07 %
I.: 444 174 V.: 341 517	154 185	160 948
E.: 315 133 Abs.: 23,11 %		
HÉRAULT	48,92 %	51,08 %
I.: 588 158 V.: 471 978	215 525	225 030
E.: 440 555 Abs.: 19,75 %		
LOZÈRE	38,57 %	61,43 %
I.: 57 176 V.: 49 774	18 188	28 966
E.: 47 154 Abs.: 13,69 %		
PYRÉNÉES-ORIENTALES	48,23 %	51,77 %
I.: 267 410 V.: 216 927	97 555	104 702
E.: 202 257 Abs.: 18,88 %		
LANGUEDOC-ROUSSILLON	49,40 %	50,60 %
I.: 1 547 235 V.: 1 270 627	584 869	590 978
E.: 1 183 847 Abs.: 17,88 %		
AVEYRON	44,13 %	55,87 %
I.: 212 694 V.: 181 195	76 209	96 496
E.: 172 705 Abs.: 14,81 %		

LA PECHERIE

Arrivage journalier en direct de SETE

OUVERT EXCEPTIONNELLEMENT LUNDI 8 MAI (matin)

Vivier :
homards et langoustes
Rayon traiteur

PLATEAU DE FRUITS DE MER SUR COMMANDE

OUVERT
du MARDI au SAMEDI et le DIMANCHE matin

30, faubourg Figuerolles - MONTPELLIER

Tél : 67.92.54.18

EN PAGES INTÉRIEURES

Tous les commentaires, résultats et pourcentages des bureaux, communes et départements

Le vote des grandes villes

Des réactions mesurées à l'image de la campagne

Boulogne				
Ins.	56 245	Vot.	46 464	
Exp.	44 941	Abs.	17,39	
Candidats				
	Voix		%	
Lionel Jospin	14 153		31,49	
Jacques Chirac	30 788		68,51	

Avignon				
Ins.	53 591	Vot.	41 389	
Exp.	38 271	Abs.	22,77	
Candidats				
	Voix		%	
Lionel Jospin	17 251		45,08	
Jacques Chirac	21 020		54,92	

Nice				
Ins.	230 098	Vot.	165 365	
Exp.	155 069	Abs.	28,13	
Candidats				
	Voix		%	
Lionel Jospin	54 714		35,28	
Jacques Chirac	100 355		64,72	

Valence				
Ins.	38 033	Vot.	29 966	
Exp.	28 234	Abs.	21,21	
Candidats				
	Voix		%	
Lionel Jospin	12 907		45,71	
Jacques Chirac	15 327		54,29	

Clermont-Ferrand				
Ins.	70 925	Vot.	56 048	
Exp.	52 874	Abs.	20,98	
Candidats				
	Voix		%	
Lionel Jospin	26 993		51,05	
Jacques Chirac	25 881		48,95	

Nancy				
Ins.	52 028	Vot.	40 716	
Exp.	38 833	Abs.	21,74	
Candidats				
	Voix		%	
Lionel Jospin	16 715		43,04	
Jacques Chirac	22 118		56,96	

Metz				
Ins.	52 028	Vot.	40 716	
Exp.	38 833	Abs.	21,74	
Candidats				
	Voix		%	
Lionel Jospin	16 715		43,04	
Jacques Chirac	22 118		56,96	

Ajaccio				
Ins.	27 512	Vot.	20 705	
Exp.	19 913	Abs.	24,74	
Candidats				
	Voix		%	
Lionel Jospin	7 489		37,61	
Jacques Chirac	12 424		62,39	

Marseille				
Ins.	436 162	Vot.	322 016	
Exp.	300 283	Abs.	26,17	
Candidats				
	Voix		%	
Lionel Jospin	134 332		44,74	
Jacques Chirac	165 951		55,26	

Gap				
Ins.	24 083	Vot.	19 291	
Exp.	18 147	Abs.	19,90	
Candidats				
	Voix		%	
Lionel Jospin	8 131		44,81	
Jacques Chirac	10 016		55,19	

Privas				
Ins.	5 971	Vot.	4 649	
Exp.	4 353	Abs.	22,14	
Candidats				
	Voix		%	
Lionel Jospin	2 004		46,04	
Jacques Chirac	2 349		53,96	

Chambéry				
Ins.	29 631	Vot.	23 277	
Exp.	22 047	Abs.	21,44	
Candidats				
	Voix		%	
Lionel Jospin	10 186		46,20	
Jacques Chirac	11 861		53,80	

Colmar				
Ins.	37 872	Vot.	28 501	
Exp.	26 353	Abs.	24,74	
Candidats				
	Voix		%	
Lionel Jospin	11 277		42,79	
Jacques Chirac	15 076		57,21	

Lille				
Ins.	37 872	Vot.	28 501	
Exp.	26 353	Abs.	24,74	
Candidats				
	Voix		%	
Lionel Jospin	11 277		42,79	
Jacques Chirac	15 076		57,21	

Agen				
Ins.	18 813	Vot.	15 111	
Exp.	14 266	Abs.	19,68	
Candidats				
	Voix		%	
Lionel Jospin	6 659		46,68	
Jacques Chirac	7 607		53,32	

Toulon				
Ins.	110 092	Vot.	82 715	
Exp.	76 646	Abs.	24,87	
Candidats				
	Voix		%	
Lionel Jospin	29 481		38,46	
Jacques Chirac	47 165		61,54	

Grenoble				
Ins.	83 008	Vot.	63 352	
Exp.	60 558	Abs.	23,68	
Candidats				
	Voix		%	
Lionel Jospin	31 703		52,35	
Jacques Chirac	28 855		47,65	

Versailles				
Ins.	56 227	Vot.	45 847	
Exp.	44 092	Abs.	18,46	
Candidats				
	Voix		%	
Lionel Jospin	11 893		26,97	
Jacques Chirac	32 199		73,03	

Annecy				
Ins.	26 691	Vot.	22 434	
Exp.	21 244	Abs.	24,44	
Candidats				
	Voix		%	
Lionel Jospin	8 492		39,97	
Jacques Chirac	12 752		60,03	

Strasbourg				
Ins.	131 378	Vot.	98 500	
Exp.	92 209	Abs.	25,03	
Candidats				
	Voix		%	
Lionel Jospin	42 345		45,92	
Jacques Chirac	49 864		54,08	

Arles				
Ins.	131 378	Vot.	98 500	
Exp.	92 209	Abs.	25,03	
Candidats				
	Voix		%	
Lionel Jospin	42 345		45,92	
Jacques Chirac	49 864		54,08	

Philippe Séguin

■ Selon le président de l'Assemblée nationale, Jacques Chirac est « prêt pour la grande aventure qui l'attend ». « La tâche qui nous attend tous autour de Jacques Chirac est particulièrement rude, c'est ce qui explique ma gravité », a-t-il poursuivi. A l'adresse de Bruno Mégret (FN), M. Séguin a lancé : « Nous nous réjouissons ce soir de ne rien vous devoir, ni directement, ni indirectement ».

François Baroin

■ Le porte-parole de la campagne de Jacques Chirac, François Baroin, a estimé que l'élection de Jacques Chirac constituait une « démonstration politique d'une volonté de changement » des Français. « C'est un élan qui va être donné et un grand espoir », a-t-il ajouté.

Raymond Barre

■ Le député du Rhône a adressé ses « chaleureuses félicitations » à Jacques Chirac. « Je vous offre mes vœux les plus cordiaux pour le succès de la mission que le peuple français vous a confiée », a-t-il ajouté.

Jacques Toubon

■ Pour le ministre de la Culture, « l'intelligence, l'humanité, la compréhension de la société française aujourd'hui ont sûrement été au total la base du succès de Jacques Chirac ».

Nicolas Sarkozy

■ Nicolas Sarkozy, qui avait été le porte-parole d'Edouard Balladur lors de la campagne du premier tour, a estimé que « quand les reports de voix se font en toute loyauté, en toute transparence et tout de suite, le résultat est au rendez-vous ».

François Bayrou

■ Le président du CDS a affirmé que le « résultat n'a pu être obtenu que parce que toutes les forces de la majorité se sont réunies et ont travaillé ensemble ». « C'est un jour heureux parce

Michel Rocard

■ Michel Rocard a estimé que l'« on a eu bien tort d'enterrer les forces de gauche. La reconstruction commence ». Estimant qu'il fallait « féliciter » Jacques Chirac qui « sera le président de tous les Français », M. Rocard a ajouté qu'il ne fallait oublier que les « forces qui ont soutenu Jacques Chirac sont puissamment conservatrices ». Et il a estimé que le nouveau président aurait deux défis majeurs à relever : « la fracture sociale et l'Europe ».

Charles Millon

■ La victoire de Jacques Chirac est d'autant plus éclatante que ce n'est pas la victoire de la facilité », a déclaré le président du groupe UDF à l'Assemblée nationale. « Jacques Chirac n'a pas choisi la voie des promesses simples, comme certains l'ont dit, il a choisi la voie de lutte contre les conservatismes et les scléroses », a-t-il ajouté en précisant que le nouveau président de la République avait « les moyens de sa politique ».

Henri Emmanuelli

■ Henri Emmanuelli, premier secrétaire du PS, a déclaré : « Nous jugerons Jacques Chirac sur ses actes, après de nombreuses promesses. La droite désormais détient tous les pouvoirs dans ce pays. Nous aurons à réfléchir, à agir et à rassembler ».

Alain Madelin

■ « Nous voulons construire une France pour tous, dépasser les vieux clivages gauche et droite », a déclaré le ministre des Entreprises.

François Léotard

■ Le Parti républicain (PR), « deuxième formation de la majorité », va « soutenir loyalement l'action du président de la République », a déclaré François Léotard, ministre de la Défense et président d'honneur du PR.

Laurent Fabius

■ L'ancien Premier ministre socialiste a estimé que la « courte défaite » de Lionel Jospin était « une défaite d'avenir ». « Je suis déçu comme environ la moitié des Français. Lionel Jospin a fait une campagne magnifique. Malgré cela la gauche n'a pas gagné ». « Jacques Chirac sera président. Il faut lui souhaiter bonne chance. Et la droite aura dans les mains tous les pouvoirs, ce qui veut dire qu'elle aura aussi beaucoup, beaucoup de responsabilités », a-t-il ajouté.

Jean-Louis Debré

■ Jean-Louis Debré, premier secrétaire général adjoint du RPR, a déclaré que Jacques Chirac « sera le président de tous les Français pour un changement profond ». Jacques Chirac, qui a donné « une magnifique leçon de courage, d'énergie, de volonté », a « su rassembler tous les Français », a-t-il ajouté.

Pierre Mauroy

■ Le sénateur-maire (PS) de Lille s'est déclaré « déçu mais prêt au combat ». « Nous sommes déçus, je suis très déçu : Lionel Jospin avait fait une très belle campagne. Il a avancé des idées nouvelles, c'était le candidat du vrai changement », a dit l'ancien Premier ministre.

Jean-Marie Le Pen

■ « On ne peut que se réjouir de cette condamnation d'une perspective ouvertement socialiste », avec l'échec de Lionel Jospin, a expliqué le chef de file du Front national. « Peut-on se féliciter pour autant de l'élection de Jacques Chirac ? On peut en douter, si l'on considère ses échecs passés et la similitude de son programme avec celui de M. Jospin », a ajouté M. Le Pen.

Génération Ecologie

■ GE « se félicite de l'élection de Jacques Chirac, qui n'est pas la victoire d'un camp sur un autre (...) mais celle du rassemblement sur des clivages dépassés ».

Arlette Laguiller

■ La chef de file de Lutte ouvrière a déclaré qu'il faudra « imposer à Chirac, comme nous aurions dû les imposer à Jospin, les revendications essentielles du monde du travail, sans lesquelles la misère va s'aggraver pour tous les salariés et bien sûr les chômeurs ».

Robert Hue

■ Le secrétaire national du PCF a jugé nécessaire une « union des forces progressistes, de la gauche » en précisant que son parti « participait de cette démarche » mais que « l'opposition de gauche est pluraliste ». Mais, a-t-il ajouté, « il faudra faire l'analyse de ce qui a manqué à la démarche de Lionel Jospin : ne pas vouloir s'attaquer franchement au dogme de l'argent et se dégarer des critères d'austérité de Maastricht ».

Philippe de Villiers

■ Philippe de Villiers a adressé dans un télégramme ses « vives félicitations » à Jacques Chirac. « Votre victoire constitue un formidable espoir pour la France », écrit-il.

Georges Marchais

Ins.	72 618	Vot.	53 601
Exp.	50 141	Abs.	26,19
Candidats			
Voix			
%			
Lionel Jospin	22 693	45,26	
Jacques Chirac	27 448	54,74	

Le Havre			
Ins.	123 737	Vot.	89 361
Exp.	82 777	Abs.	27,78
Candidats			
Voix			
%			
Lionel Jospin	45 212	54,62	
Jacques Chirac	37 565	45,38	

Caen			
Ins.	66 226	Vot.	50 548
Exp.	48 260	Abs.	23,67
Candidats			
Voix			
%			
Lionel Jospin	24 387	50,53	
Jacques Chirac	23 873	49,47	

Orléans			
Ins.	59 761	Vot.	47 178
Exp.	44 703	Abs.	21,06
Candidats			
Voix			
%			
Lionel Jospin	19 772	44,23	
Jacques Chirac	24 931	55,77	

Bordeaux			
Ins.	115 996	Vot.	90 505
Exp.	86 381	Abs.	21,98
Candidats			
Voix			
%			
Lionel Jospin	38 047	44,05	
Jacques Chirac	48 334	55,95	

La Rochelle			
Ins.	44 960	Vot.	35 122
Exp.	33 510	Abs.	21,88
Candidats			
Voix			
%			
Lionel Jospin	18 177	54,24	
Jacques Chirac	15 333	45,76	

Dijon			
Ins.	77 839	Vot.	61 137
Exp.	57 871	Abs.	21,46
Candidats			
Voix			
%			
Lionel Jospin	26 330	45,50	
Jacques Chirac	31 541	54,50	

Besançon			
Ins.	63 082	Vot.	50 516
Exp.	47 900	Abs.	19,92
Candidats			
Voix			
%			
Lionel Jospin	24 211	50,54	
Jacques Chirac	23 689	49,46	

Ins.	96 757	Vot.	70 957
Exp.	67 137	Abs.	26,66
Candidats			
Voix			
%			
Lionel Jospin	35 700	53,17	
Jacques Chirac	31 437	46,83	

Laon			
Ins.	16 306	Vot.	12 937
Exp.	12 211	Abs.	20,66
Candidats			
Voix			
%			
Lionel Jospin	6 515	53,35	
Jacques Chirac	5 696	46,65	

Laval			
Ins.	33 017	Vot.	26 144
Exp.	24 781	Abs.	20,82
Candidats			
Voix			
%			
Lionel Jospin	12 674	51,14	
Jacques Chirac	12 107	48,86	

Poitiers			
Ins.	46 326	Vot.	36 371
Exp.	34 753	Abs.	21,49
Candidats			
Voix			
%			
Lionel Jospin	18 469	53,14	
Jacques Chirac	16 284	46,86	

Pau			
Ins.	51 878	Vot.	40 651
Exp.	38 522	Abs.	21,64
Candidats			
Voix			
%			
Lionel Jospin	18 098	46,98	
Jacques Chirac	20 424	53,02	

Le Puy			
Ins.	12 231	Vot.	9 627
Exp.	9 104	Abs.	21,29
Candidats			
Voix			
%			
Lionel Jospin	4 066	44,66	
Jacques Chirac	5 038	55,34	

Lyon			
Ins.	244 604	Vot.	186 915
Exp.	177 412	Abs.	23,58
Candidats			
Voix			
%			
Lionel Jospin	72 162	40,67	
Jacques Chirac	105 250	59,33	

Auxerre			
Ins.	22 708	Vot.	17 569
Exp.	16 541	Abs.	22,63
Candidats			
Voix			
%			
Lionel Jospin	7 786	47,07	
Jacques Chirac	8 755	52,93	

Ins.	26 296	Vot.	21 387
Exp.	20 049	Abs.	18,67
Candidats			
Voix			
%			
Lionel Jospin	10 797	53,85	
Jacques Chirac	9 252	46,15	

Rouen			
Ins.	59 198	Vot.	45 566
Exp.	43 024	Abs.	23,03
Candidats			
Voix			
%			
Lionel Jospin	20 645	47,98	
Jacques Chirac	22 379	52,02	

Rennes			
Ins.	120 630	Vot.	90 139
Exp.	86 822	Abs.	25,28
Candidats			
Voix			
%			
Lionel Jospin	49 366	56,86	
Jacques Chirac	37 456	43,14	

Le Mans			
Ins.	100 146	Vot.	76 280
Exp.	71 864	Abs.	23,83
Candidats			
Voix			
%			
Lionel Jospin	39 301	54,69	
Jacques Chirac	32 563	45,31	

Nantes			
Ins.	167 129	Vot.	124 274
Exp.	118 780	Abs.	25,64
Candidats			
Voix			
%			
Lionel Jospin	59 619	50,19	
Jacques Chirac	59 161	49,81	

Toulouse			
Ins.	211 517	Vot.	156 920
Exp.	148 516	Abs.	25,81
Candidats			
Voix			
%			
Lionel Jospin	76 902	51,78	
Jacques Chirac	71 614	48,22	

Brest			
Ins.	91 412	Vot.	71 444
Exp.	68 572	Abs.	21,84
Candidats			
Voix			
%			
Lionel Jospin	35 856	52,29	
Jacques Chirac	32 716	47,71	

Limoges			
Ins.	84 599	Vot.	69 518
Exp.	65 281	Abs.	17,83
Candidats			
Voix			
%			
Lionel Jospin	33 613	51,49	
Jacques Chirac	31 668	48,51	

qu'il préluce à une œuvre que nous allons conduire ensemble avec Jacques Chirac, à une œuvre de redressement du pays », a-t-il ajouté.

Alain Juppé

■ Pour Alain Juppé, président par intérim du RPR, il faut « changer en profondeur, de manière paisible mais déterminée ». « Il faut engager le changement, changer la manière d'attaquer le problème du chômage, changer la manière dont on a abordé le problème de l'exclusion », a ajouté le ministre des Affaires étrangères.

Martine Aubry

■ Martine Aubry, porte-parole de Lionel Jospin a affirmé que les socialistes allaient « continuer », en soulignant qu'ils avaient durant la campagne présidentielle « remis (leurs) valeurs en avant et se sont rapprochés des Français ». « Nous ne sommes pas battus pour rien. Nous avons remis nos valeurs en avant avec Lionel Jospin », a-t-elle dit. Ajoutant qu'il fallait « respecter le choix » des électeurs et souhaitant « bonne chance » à M. Chirac.

Jacques Chaban-Delmas

■ Le député-maire RPR de Bordeaux s'est « réjoui » de l'élection de Jacques Chirac qui « porte en lui la détermination et le charisme nécessaires pour relancer le pays ». « Ses orientations et ses idées maîtresses me conviennent, et lorsqu'il parle de rassemblement et de la France pour tous, ce sont là des propos qui sont vraiment les siens et qui raisonnent comme en écho à la nouvelle société », a ajouté M. Chaban-Delmas.

« Je suis certain que le nouveau président de la République s'y attachera de toutes ses forces. Je forme des vœux très sincères pour son succès », a-t-il conclu.

L'appui de Giscard

L'ancien président de la République Valéry Giscard d'Estaing a adressé hier soir un télégramme de félicitations à Jacques Chirac. « Je vous adresse mes très cordiales félicitations pour votre élection à la présidence de la République ». « Elle récompense votre détermination et votre volonté politique, qui ont réussi à surmonter tous les obstacles ». « Je souhaite que votre action réponde maintenant aux espoirs et aux attentes de tous les Français et que, dans une période de grands changements, elle affirme le rôle et l'influence de la France dans l'union de l'Europe et dans le monde. Et pour cela, vous pourrez compter sur mon appui ».

Liesse chez les vainqueurs, amère déception chez les vaincus

QG de Chirac : 20 heures: un véritable délire...

■ 19 h 58, avenue d'Iéna. La foule qui se presse devant le quartier général de Jacques Chirac est déjà fort dense et pourtant on n'a encore rien vu... Aux cris de « on va gagner !, on va gagner ! », des centaines de militants, qui n'ont pu encore franchir les barrières de sécurité, les font céder, emportant tout sur leur passage. Et chacun, attentif, de s'agglutiner devant les nombreux postes de télévision disséminés çà et là.

Une ambiance totalement différente de celle qui, il y a 15 jours, emplissait les mêmes lieux. Autant, au soir du premier tour, chacun ici connaissait, avant l'heure, les toutes

dernières estimations, défavorables ; autant, hier soir, tout le monde semblait les ignorer.

D'où le véritable délire qui s'empara de tous lorsque, à 20 heures précises, c'est le visage de Jacques Chirac qui apparut sur les petits écrans.

Et tous de scander « Chi-rac, Chi-rac », de se lancer dans des « On a gagné, on a gagné » frénétiques et de les ponctuer d'applaudissements tout aussi nourris.

Quelques drapeaux s'agitent ; une femme, pleurant de joie, se précipite dans les bras d'Alain Juppé qui tente de regagner son véhicule ; des balcons de la permanence, où

l'on aperçoit Lova Moor et Michou, des jeunes enthousiastes arrosent au champagne une foule tout aussi jeune et tout aussi enthousiaste. Le moment d'entamer une *Marseillaise*, la première d'une longue série, et de tenter de se rapprocher du cœur de la fête, avec l'espoir d'apercevoir le nouveau président dès qu'il sera là.

Le début d'une longue attente qui verra ces quelques milliers de sympathisants, littéralement collés les uns aux autres, reprendre à tue-tête leurs slogans, applaudir Jean-Louis Debré, le secrétaire général du RPR, ignorer quelque peu François Léotard et plusieurs ministres balladuriers, reprendre leur souffle grâce aux airs qu'une « banda » joue à l'envi, puis se lancer à nouveau dans des « on a gagné ! » et « Chi-rac, Chi-rac » frénétiques.

Une ambiance qui, petit à petit, allait s'emparer de Paris tout entier. Drapeaux tricolores brandis, des voitures silonnaient la capitale en tous sens dans un immense concert de klaxons... Sur les Champs-Élysées, des centaines de jeunes commençaient à défiler vers la place de la Concorde où, en toute hâte, des marchands forains finissaient d'installer leurs stands. Une longue, très longue, nuit de fête commençait... La répétition, inversée, de celle qui, voici 14 ans, avait enflammé la place de la Bastille.

F.D.D.D.

QG de Jospin: « Continuons le combat ! »

■ Malgré la déception, voire l'amertume, devant la défaite de leur favori, les militants socialistes tentaient de faire contre mauvaise fortune bon cœur, hier soir au QG de Lionel Jospin.

Vers 19 h 30, avant l'annonce des résultats, une foule immense de militants et de sympathisants avait envahi les salons et la pelouse de la Maison de la Chimie : une foule calme venue pour vivre des émotions intenses. Des sympathisants en tenue estivale qui seraient venus pour une garden party dans une atmosphère de dimanche à la campagne. Mais une foule tendue et un peu inquiète dans l'attente de la confirmation – ou de l'infirmité – des rumeurs annonçant déjà la possible défaite de leur candidat.

Les plus jeunes n'y croyaient pas encore et attendaient de voir. Mais déjà, les proches de Jospin ne se faisaient plus guère d'illusion : tout seul dans un coin, Jean-Marc Thibault avait le visage des mauvais jours.

Il est 19 h 50, Frédéric Mitterrand apparaît sur l'écran et immédiatement les sifflets de certains militants montent de la pelouse, histoire de conjurer le sort, le mauvais sort qui semble maintenant inéluctable.

A 20 h 00 pile, la tension est à son comble ; Chirac est élu,

les militants sifflent pour évacuer leur désarroi et leur stress face à la mauvaise nouvelle. Dans un coin, deux jeunes militants, assis contre un mur et prostrés, en ont gros sur le cœur, les yeux rougis.

Mais déjà, l'arrivée de Lionel Jospin déchaîne des rafales de battements de mains : un instant, les militants retrouvent leur souffle et scandent sur l'air des lampions : « Merci Lionel, merci Lionel, merci ! ». Le candidat battu progresse difficilement, dans une cohue indescriptible, sous des applaudissements d'autant plus nourris que les militants ont besoin d'un exutoire à leur peine : « Ce n'est qu'un début, continuons le combat », remercie la foule des jeunes.

A chaque référence au nom de Jacques Chirac ou à l'apparition d'un membre de la majorité sur le petit écran, les militants tentent encore de se consoler en scandant : « Chirac t'es foutu, le combat continue ! ».

Mais Jospin, fair play, reconnaît sa défaite, félicite son concurrent vainqueur et lui souhaite bonne chance. Il veut remonter le moral de ses troupes, en expliquant brièvement que le « le profond mouvement de renouveau... ne s'arrêtera pas, il est porteur d'espoir ». Il prend date et invite tous ses partisans à « préparer les succès de demain ».

G.R.



La victoire de Jacques Chirac ouvre pour la France une ère nouvelle

Une élection qui a consommé la vraie fin du mitterrandisme

■ Par l'élection de Jacques Chirac et la confirmation de Lionel Jospin comme chef de l'opposition, le résultat du second tour de l'élection présidentielle a consommé dimanche la fin de l'ère Mitterrand.

Le nouveau chef de l'Etat est le symbole vivant de cette rupture.

Après 21 ans d'absence, le temps du septennat de Valéry Giscard d'Estaing et des deux septennats de François Mitterrand, Jacques Chirac redonne l'Elysée au mouvement gaulliste que le chef de l'Etat sortant a combattu depuis ses origines.

Grâce à lui, la droite a fait

tomber le dernier bastion de résistance à son hégémonie que François Mitterrand tint pendant 14 ans contre les vents et marées de la cohabitation.

La droite détient désormais tous les pouvoirs institutionnels : Elysée, Matignon, Assemblée nationale, Sénat, 20 présidences de région sur 22.

En raison du passé et des idées politiques de son nouveau président, la France va changer de phase. A la différence de François Mitterrand, 78 ans, Jacques Chirac, qui est âgé de 62 ans, était encore adolescent à la fin de la Se-

conde Guerre mondiale. Rien ne le relie à la IV^e République sous laquelle François Mitterrand fit son éducation politique.

Sa victoire peut paraître étroite, acquise au finish d'une troisième candidature de la dernière chance malgré un rapport droite-gauche extrêmement favorable.

Nouvelle gauche

En négatif, le score de ce second tour constitue un succès personnel pour Lionel Jospin qui a finalement échoué de peu avec une progression de près de 25 points au second tour alors que sa réserve po-

tentielle de voix au sein de la gauche non socialiste n'était que de 17 points.

Il est désormais installé chef de l'opposition et a revendiqué ce rôle haut et clair dans sa déclaration de dimanche soir. Sur le plan des générations, Lionel Jospin incarne presque autant que Jacques Chirac la rupture avec le mitterrandisme puisque, âgé de 57 ans, il était en culottes courtes en 1945.

Sur le plan des idées, après avoir pris ses distances avec François Mitterrand dès le début des années 90, il a affiché pendant toute la campagne

son refus d'approuver l'héritage du mitterrandisme dans sa globalité, revendiqué son droit d'en faire « un inventaire » et d'en rejeter les « dérivés ».

Le succès de son programme devrait en outre permettre à la social-démocratie, dont François Mitterrand avait toujours bridé les tenants comme Michel Rocard et Jacques Delors, de devenir l'idéologie dominante de la nouvelle gauche française.

Le programme qui prévaut aujourd'hui est cependant celui de Jacques Chirac, au moins jusqu'aux prochaines

élections législatives de 1998, au plus pour les sept prochaines années.

Le nouveau président est institutionnellement en position de force mais le souvenir du premier tour révèle certains points faibles.

Jamais un président de la République n'aura été élu après avoir rassemblé au premier tour aussi peu de voix (20,8%).

La France qui est sortie des urnes du 23 avril, celles « où l'on choisit » disent les politologues, est une France éclatée dans laquelle plus de 47% des votants ne se reconnaissent pas dans les candidats des partis de gouvernement.

Une France dans laquelle le vote protestataire « dur », pour Jean-Marie Le Pen à droite, pour Arlette Laguiller à gauche, représente 20% des voix.

Une France enfin où l'absentéisme touche de plus en plus l'élection préférée des Français, avec un taux de participation de 81,11% contre 84,1% en 1988, 85,9% en 1981 et 87,3% en 1974.

Succès

COMME François Mitterrand, Jacques Chirac aura donc franchi la barre élyséenne, si mythique, au cours de son troisième essai présidentiel. Comme François Mitterrand qui lui passera le témoin dans les prochains jours et qu'il aura à ses côtés, dès ce matin, pour les cérémonies du cinquantenaire de la capitulation allemande, Jacques Chirac l'aura emporté avec environ 52% des suffrages. Comme François Mitterrand, Jacques Chirac aura finalement atteint l'objectif de sa vie politique, après un méticuleux travail, l'édification de cette nécessaire pyramide dont la base est un parti, des mairies, puis des départements et des régions, ensuite en montant dans les étages des parlementaires et pour finir l'Elysée.

Jacques Chirac est donc un Président consacré au terme d'un parcours de professionnel de la politique. C'est d'ailleurs là une caractéristique des démocraties stables. Pour autant, Jacques Chirac a dû se battre durement et il est vrai qu'on ne donnait pas cher de ses

chances il y a encore trois mois. C'est parce qu'il avait fait ce long chemin qu'il l'a d'abord emporté sur son rival RPR Edouard Balladur, au premier tour. Jamais dans l'histoire de la cinquième République, un candidat n'avait eu ainsi à défaire un adversaire de sa propre famille politique. Le nouveau président de la République ne pouvait donc avoir, dans le deuxième tour, cette dynamique qui permet à Lionel Jospin d'obtenir un score qui ressemble, pour lui, à un succès. Jacques Chirac n'avait pour lui que sa construction politique, ce travail patient qu'il avait effectué et l'arithmétique, ses 44% de voix, Chirac, Balladur, De Villiers, classiquement de droite plus celles, beaucoup plus incertaines et disparates de Jean-Marie Le Pen. Il a réussi son exercice de rassemblement entre les deux tours, mais il hérite d'une France qui a montré au premier tour sa désunion. Le Président Chirac, très vite, va devoir démontrer qu'il a vraiment un projet pour la France.

Jérôme COLLET

Les pouvoirs du chef de l'Etat

■ Les pouvoirs du président de la République sont définis par la Constitution promulguée le 4 octobre 1958 qui établit un exécutif bicéphale partagé entre président et gouvernement.

Certains pouvoirs sont propres au chef de l'Etat, il en partage d'autres avec le Premier ministre. Au delà de l'aspect juridique, cette répartition est évidemment étroitement dépendante du climat politique et notamment de la majorité parlementaire, comme l'a montré la cohabitation sous le double septennat de François Mitterrand.

Le président est chef des Ar-

mées selon l'article 15 de la Constitution. Il est maître de la dissuasion nucléaire. En outre, depuis 1959, s'est imposée la notion de « domaine réservé » du président de la République en matière de diplomatie.

Dissolution, droit de grâce

Selon l'article 5 de la Constitution, le président de la République veille au respect de la Constitution. Il assure par son arbitrage le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'Etat.

Sous l'appellation pouvoirs propres, on range habituellement (tous les « constitution-

nalistes » ne sont pas exactement d'accord) :

- la dissolution de l'Assemblée nationale (article 12) : il le fait « après consultation du Premier ministre et des présidents des assemblées ». Ce pouvoir est une des pièces maîtresses du nouvel équilibre des pouvoirs instauré par la Constitution de 1958.
- la présidence du Conseil des ministres (article 9)
- la promulgation des lois (article 10)
- il est chef des armées (article 15)
- les pouvoirs exceptionnels (article 16) : le président peut « prendre les mesures exigées », « lorsque les institutions de la République, l'indépendance de la

nation, l'intégrité de son territoire ou l'exécution de ses engagements internationaux sont menacés de manière grave et immédiate, et que le fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels est interrompu (...). Ce pouvoir n'a été utilisé qu'une fois, par le général de Gaulle, en 1961 à l'occasion du putsch des généraux à Alger.

- le droit de grâce (article 17).
- les messages au Parlement (article 18)
- l'article 64 prévoit également que le président est « garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire ».
- la nomination et la saisine du Conseil constitutionnel (article 54, 56 et 61), avec les présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale pour la première, comme le Premier ministre, les présidents des deux Assemblées ou soixante députés ou sénateurs pour la seconde.

- Sont également considérées traditionnellement comme « pouvoirs propres », la démission du président et la nomination, l'intégrité de son territoire ou l'exécution de ses engagements internationaux sont menacés de manière grave et immédiate, et que le fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels est interrompu (...). Ce pouvoir n'a été utilisé qu'une fois, par le général de Gaulle, en 1961 à l'occasion du putsch des généraux à Alger.

civil et militaire notamment).

Les pouvoirs « partagés » sont de loin les plus nombreux. Nombre de décisions sont en effet prises sur proposition du Premier ministre ou du gouvernement, ou exigent un contreseing du Premier ministre. Ainsi :

- la démission du gouvernement, la nomination des ministres, la fixation de l'ordre du jour du Conseil des ministres, la convocation du Parlement en séance extraordinaire et le référendum (article 11) : celui-ci doit théoriquement être proposé au président par le gouvernement ou les deux assemblées.

Figurent également parmi les pouvoirs partagés, la réforme de la Constitution (article 89), dont l'initiative appartient concurremment au président, sur proposition du Premier ministre, et aux membres du Parlement, la promulgation des lois ou la demande de nouvelle délibération (article 10), la signature des ordonnances (article 13), celle des décrets, la nomination, l'intégrité de son territoire ou l'exécution de ses engagements internationaux sont menacés de manière grave et immédiate, et que le fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels est interrompu (...). Ce pouvoir n'a été utilisé qu'une fois, par le général de Gaulle, en 1961 à l'occasion du putsch des généraux à Alger.

Candidat surprise du parti socialiste

La campagne a fait de Jospin le leader naturel de la gauche

Pratiquement inconnu du public hier, il s'est imposé en quelques semaines et remet en cause l'organisation de l'opposition

■ Bien que battu au second tour, Lionel Jospin s'est imposé à l'issue de cette campagne comme le nouveau leader incontesté du parti socialiste et au delà d'une grande partie de la gauche.

Sorti vainqueur des primaires internes au PS qui l'avaient opposé le 3 février au premier secrétaire Henri Emmanuelli, Lionel Jospin a





Le président est chef des Armées selon l'article 15 de la Constitution.

AFP

nation de ses collaborateurs (secrétariat général et cabinet

Les hommes du Président

Jacques Chirac, qui a fait part, avant son élection, de son intention de faire appel à « des équipes nouvelles », devrait puiser dans la petite équipe qui l'a accompagné tout au long de sa campagne.

Le maire de Paris s'est appuyé notamment sur une troïka composée d'Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères et président par intérim du RPR, Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale et Alain Madelin, ministre des Entreprises et vice-président du Parti républicain.

M. Juppé, 49 ans, fait aujourd'hui figure de favori pour le poste de Premier ministre. M. Madelin, 49 ans, devrait se voir confier un important ministère dans le secteur économique ou industriel, avec vraisemblablement le rang de ministre d'Etat.

D'autres fidèles de la première heure ont accompagné Jacques Chirac dans ses heures difficiles : les présidents des groupes RPR à l'Assemblée nationale et au Sénat Bernard Pons et Josselin de Rohan et, fidèle entre les fidèles, le premier secrétaire général adjoint du RPR Jean-Louis Debré qui pourrait devenir ministre des DOM-TOM.

M. Toubon devrait être candidat à la mairie de Paris, de même qu'un autre fidèle, Jean Tibéri.

Les importants chantiers qui attendent Jacques Chirac

■ Entre les échéances nationales, notamment dans la perspective redoutée d'un « troisième tour social » et les rendez-vous internationaux du G7 et du Conseil européen, Jacques Chirac, élu hier soir président de la République, n'aura guère le temps de se reposer des fatigues de la campagne avant de s'atteler aux dossiers les plus urgents de son septennat commençant.

En fait, l'ancien président du RPR endossera ses fonctions de représentation avant même d'avoir entamé son mandat. Le protocole lui a réservé une place aux côtés du président François Mitterrand lors des cérémonies d'aujourd'hui à Paris pour le 50^e anniversaire de la Victoire, en présence d'une cinquantaine de chefs d'Etat et de gouvernement étrangers.

Mais dès la passation de pouvoir, vraisemblablement après le 15 mai selon l'entourage de M. Mitterrand, les responsabilités de l'exécutif prendront le dessus dans l'agenda présidentiel, alors que le débat politique glissera du niveau national au niveau

local pour les élections municipales des 11 et 18 juin.

Sitôt formé son gouvernement, M. Chirac aura à cœur de désamorcer un mouvement social qui, s'il a été quelque peu mis en sommeil entre les deux tours, n'aura guère respecté, dans les dernières semaines de la campagne, la traditionnelle trêve électorale.

L'expression de « troisième tour social » a été employée, alors que les deux candidats en lice ont fait de la lutte contre le chômage une priorité et qu'ils ont tous deux reconnu la nécessité d'un meilleur partage des fruits de la croissance.

Calendrier chargé

Le calendrier imposera d'ailleurs un recours dans les plus brefs délais aux instruments techniques dont dispose le pouvoir pour donner au pays son orientation économique. Un projet de loi de finances rectificative pour 1995 devrait être élaboré en juin et le projet de budget pour 1996 devrait être bouclé dans le courant de l'été. En

tout état de cause, M. Chirac et son gouvernement devraient convoquer le parlement en session extraordinaire en juillet.

Dans le domaine international, le successeur de François Mitterrand à l'Elysée aura dès les premières semaines de son mandat un calendrier particulièrement chargé, avec deux événements majeurs : la réunion du groupe des sept pays les plus industrialisés (G7) du 15 au 17 juin à Halifax (Canada) et le Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne à Cannes, les 26 et 27 juin.

Il lui faudra aussi fixer une date pour le traditionnel sommet franco-allemand semestriel qui doit se tenir en France, en principe avant la fin juin, autrement dit immédiatement dans la foulée des municipales.

Prenant au pied levé le relais de la présidence française de l'Union européenne, commencée sous François Mitterrand et Edouard Balladur le 1^{er} janvier et qui s'achève le 30 juin, M. Chirac n'aura que

quelques semaines pour régler plusieurs dossiers sur lesquels la France est en difficulté, comme le renouvellement des quotas de diffusion dans l'audiovisuel, dont la majorité des quinze ne veut pas, ou l'aide européenne au Tiers-monde, que Londres et Bonn voudraient diminuer.

La libre circulation

Il devra également tirer le bilan de la période transitoire d'application des accords de Schengen sur la libre circulation entre sept pays de l'Union (France, Allemagne, Espagne, Portugal, Benelux) et le contrôle de l'immigration aux limites de cette zone. Paris, contrairement à ses partenaires, attend le 1^{er} juillet pour lever totalement ses contrôles aux frontières terrestres.

Les questions européennes demeureront d'ailleurs dans les mois qui suivront au premier plan de l'agenda de politique étrangère, avec la perspective de la monnaie unique, le démarrage en 1996 de la conférence intergouverne-

mentale de révision du traité de Maastricht et l'élaboration des procédures d'adhésion des pays d'Europe de l'Est, un sujet sur lequel les Allemands ont encore pour l'instant des vues fort éloignées de celles des Français.

Outre le problème de la reprise éventuelle des essais nucléaires, alors que la conférence de New York sur la prorogation du Traité de non-prolifération se sera normalement terminée le 12 mai et les relations avec la Russie sur fond de crise tchétchène, la diplomatie française sera également mise à l'épreuve sur deux dossiers chauds : l'ex-Yougoslavie et l'Algérie.

La menace a été officiellement formulée d'un retrait des Casques bleus français de la FORPRONU si la situation devait continuer à se tendre en Bosnie. Quant à l'Algérie où aucune solution politique aux affrontements entre le pouvoir et les islamistes n'est en vue, des raisons historiques font que rien de ce qui s'y passe ne peut être indifférent à la France.

au premier tour le 23 avril, recueillant, à la surprise générale, plus de 23% des suffrages.

M. Jospin apparaît aussi comme l'héritier de François Mitterrand, qui a su cependant prendre ses distances avec certains aspects du bilan du mitterrandisme, en revendiquant un « droit d'inventaire ».

L'annonce le 4 janvier par l'ancien premier secrétaire du PS de sa « candidature à la candidature » pour la présidentielle, intervenant après un retrait de près de deux ans de la vie politique, avait mis fin à une réserve jugée souvent hautaine par plusieurs de ses détracteurs et avait suscité des interrogations parmi ses amis politiques, surpris par ce retour en première ligne.

Parti avec retard dans la course à l'Elysée, en raison des pesanteurs de la mécanique interne au PS pour l'organisation de ces primaires « il m'a manqué un mois », déplore-t-il à plusieurs reprises, ce solitaire se retrouve propulsé dans une campagne où il fait quasiment figure d'outsider, ayant du mal à exister, à trouver un espace entre ses principaux rivaux de droite, enfermés dans leurs querelles fratricides.

Après une phase de mise en jambes, il trouve son rythme et au fil de ses meetings, il peaufine son image de « Président citoyen » porteur d'un message de justice sociale et



Sérieux, voire un peu raide lors des premiers meetings, Lionel Jospin s'est peu à peu dépouillé de sa réserve.

d'égalité des chances et expose sans relâche ses propositions sur l'emploi, la protection sociale, le logement, l'exclusion ou encore l'Europe.

Sérieux, voire un peu raide lors des premiers meetings, il va peu à peu se dépouiller de sa réserve. Mais, c'est seulement après le déclin du 23 avril, qu'il « casse l'armure », s'abandonne à l'enthousiasme de ses supporters et se laisse porter par « la vague tranquille ».

Revanche

Belle revanche pour un homme qui depuis le traumatisme de la défaite des socialistes en mars 1993 ne détenait plus comme seul mandat que celui de modeste conseiller général de Cintegabelle (Haute Garonne). Ayant pris ses distances avec les querelles et

dissensions au sein du PS, il avait laissé son courant se déliter avant qu'il n'explose lors du Conseil national du 19 juin, marqué par le départ de Michel Rocard et l'arrivée d'Henri Emmanuelli à la tête du PS.

Seul, il montera à la tribune du congrès de Liévin en novembre 1994 pour y exposer sa contribution, qu'il a tenue à signer seul et où on trouve déjà en filigrane, les thèmes du futur candidat.

Né le 12 juillet 1937 à Meudon (Hauts-de-Seine), d'une mère sage-femme et d'un père enseignant, il a baigné tout petit dans la politique et dans le protestantisme. En 1965, il entre au Quai d'Orsay à sa sortie de l'ENA, où il était dans la même promotion Stendhal que Pierre Joxe, qui le fera venir au PS, rebâti en 1971 par François Mitterrand.

En 1981, la victoire de la gauche porte François Mitterrand à l'Elysée et le nouveau président confie immédiatement à Lionel Jospin les rênes de son parti.

En butte aux rivalités internes et aux courants, il ira en 1986 jusqu'à l'affrontement avec le Premier ministre Laurent Fabius, favori du président et il abandonnera ses fonctions à la tête du PS en 1988, ayant, confie-t-il « besoin de renouvellement ».

Il entre au gouvernement de Michel Rocard et d'Edith Cresson où de 1988 à 1992 il a la charge l'Education nationale, mais il sera écarté en avril 1992 de l'équipe gouvernementale de Pierre Bérégovoy, dont il critique les orientations économiques.

En 1993, il perd son siège de député lors de la débâcle socialiste aux législatives. Ce sera le début des deux années de repli.

« Les succès de demain »

■ Voici la déclaration intégrale faite par Lionel Jospin après la victoire de Jacques Chirac :

« La décision était grave et sans doute difficile à prendre pour beaucoup de Françaises et de Français en un temps où nombre d'entre vous doivent affronter de sérieux problèmes et s'interrogent sur l'avenir de notre pays.

Une majorité a voté pour Jacques Chirac. Je le félicite pour son élection à la présidence de la République. Je lui souhaite bonne chance.

Je salue François Mitterrand au moment où s'achève son second septennat.

Je remercie chaleureusement les quinze millions de Françaises et de Français qui m'ont apporté leurs suffrages. Dans ce grand moment de confrontation démocratique qu'est une campagne présidentielle, j'ai senti se créer autour de ma candidature, de mes propositions un profond mouvement de renouveau.

Il n'a pas permis aujourd'hui la victoire, mais il ne s'arrêtera pas car il est porteur d'espérance. J'invite toutes celles et tous ceux qui croient aux valeurs de justice et de progrès à se rassembler pour prolonger cette espérance et préparer les succès de demain ».

Le candidat de la majorité a battu de plus de cinq points Lionel Jospin

Jacques Chirac a été élu cinquième président de la Cinquième République

Premier gaulliste à occuper l'Elysée depuis 21 ans, après deux septennats de gauche, le nouveau chef de l'Etat fera de l'emploi sa « bataille principale »

■ Jacques Chirac, élu hier président de la République, ramène la droite à l'Elysée après deux septennats du socialiste François Mitterrand.

Elu avec 52,69 % des voix contre 47,31 % au socialiste Lionel Jospin, après dépouillement de tous les bulletins de vote en métropole (80,5 % de taux de participation), Jacques Chirac a promis dans sa première intervention d'être « le président de tous les Français ».

Il a aussitôt fait de la lutte pour l'emploi sa « bataille principale » en s'engageant à faire reculer les « fléaux » du chômage et de l'exclusion.

Le nouveau président, premier gaulliste à franchir le seuil de l'Elysée depuis 21 ans, a volontairement repris dans cette première déclaration les principaux thèmes de sa campagne électorale, notamment la promotion d'un Etat impartial, la lutte contre le chômage et l'exclusion.

« Lorsque nous aurons fait reculer ces fléaux, alors la France redeviendra elle-même, terre de liberté, de fraternité, d'égalité des chances, terre de solidarité », a-t-il dit.

Lionel Jospin a rapidement reconnu sa défaite.

« Je le félicite »

« Une majorité a voté pour Jacques Chirac. Je le félicite pour son élection à la présidence de la République et je lui souhaite bonne chance », a-t-il dit dans une brève déclaration faite à la Maison de la Chimie, à Paris.

Saluant François Mitterrand « au moment où s'achève son second mandat », Lionel Jospin a dit avoir « senti se créer » autour de sa candidature et de ses propositions « un profond mouvement de renouveau ».

Ce mouvement « ne s'arrêtera pas là car il est porteur d'espérance », a-t-il ajouté avant d'inviter « toutes celles et tous ceux qui croient aux valeurs de justice et de progrès à se rassembler pour prolonger cette espérance et préparer les succès de demain ».

Côté chiraquien, les principaux responsables de la campagne du maire de Paris ont, comme lui, mis l'accent sur les responsabilités du nouveau président.

« Je suis heureux pour la France. Il nous faut maintenant rassembler largement. Jacques Chirac sera le président de tous les Français dans un esprit de tolérance et d'ouverture et il nous faut surtout engager le changement », a ainsi déclaré Alain Juppé, président intérimaire du RPR, donné comme favori pour l'hôtel Matignon. Il a ajouté ne pas avoir « la joie méprisante ». « Il faut garder la tête froide », a-t-il dit.

« Tâche rude »

Philippe Séguin, président RPR de l'Assemblée nationale, a parlé avec une gravité voulue de la « tâche particulièrement rude » qu'aura à accomplir celui qui fera franchir à la France le cap de l'an 2000.

Alain Madelin, ministre UDF-PR des Entreprises et chiraquien de la première heure, a souhaité que la « concorde » soit le mot qui marque « l'entrée dans ce nouveau septennat ».

« Je suis heureux mais pas euphorique. Cela ne va pas être un immense éclat de rire », a dit Jacques Toubon qui a évoqué le « sentiment de responsabilité » qui anime les partisans de Jacques Chirac.

Jean-Marie Le Pen, président du Front national d'extrême droite, qui avait obtenu 15 % des voix au premier tour, a choisi cet angle d'attaque contre le nouveau président.

« Ce soir, la République est totalement RPR : le président, 80 %

des députés, les deux tiers des sénateurs, 20 régions sur 22, quatre cinquièmes des Conseils généraux, 70 % des Conseils municipaux des grandes villes. Son pouvoir est complet, sa responsabilité sera sans excuses », a-t-il dit.

Les proches de Lionel Jospin

ont invité les électeurs de gauche à ne pas se désespérer.

Martine Aubry, l'un des principaux lieutenants du candidat socialiste, a ainsi déclaré : « Je sais que beaucoup vont être déçus ce soir. J'ai envie de leur dire qu'il ne faut pas

l'être, que nous ne nous sommes pas battus pour rien ».

« Ne désespérez pas »

« Je voudrais dire à tous ceux là merci de nous avoir aidé et surtout ne désespérez pas : on va continuer », a-t-elle ajouté.

Laurent Fabius, éternel rival de Lionel Jospin au sein du Parti socialiste, a donné un « coup de chapeau » à sa campagne. « A partir de demain, ça commence la reconquête », a-t-il dit.

« Ni Jacques Chirac ni même François Mitterrand à leur première candidature n'avaient atteint ce score à leur première candidature », a souligné Dominique Strauss-Kahn, un des responsables de campagne de Lionel Jospin, avant d'estimer qu'il avait jeté les bases de la « définition d'une nouvelle gauche ».

Georges Marchais, ancien secrétaire général du Parti communiste, a promis pour sa part que le PCF combattrait la politique que Jacques Chirac mettra en œuvre à l'Elysée.

François Mitterrand a félicité son successeur se disant prêt à l'accueillir « avec la déférence que tout citoyen doit au chef de l'Etat » et en lui souhaitant plein succès « pour la réussite de notre pays ». Le second septennat de François Mitterrand prend officiellement fin le 20 mai.

Dès l'annonce de la victoire de Jacques Chirac, les partisans du maire de Paris ont laissé éclater leur joie, Marseillaise et drapeaux tricolores avenue d'Iéna, face au QG du candidat, et fête place de la Concorde.



Dès l'annonce de la victoire de Jacques Chirac, les partisans du maire de Paris ont laissé éclater leur joie.

AFP

La première déclaration du nouveau chef de l'Etat

« Toutes les énergies seront mobilisées »

■ Voici le texte intégral de la déclaration faite par Jacques Chirac à l'Hôtel de ville de Paris, hier soir, après sa victoire à l'élection présidentielle.

« Chers compatriotes, à l'heure où je parle, les résultats connus montrent que vous avez décidé de me confier la plus haute charge de l'Etat.

« J'exprime ma profonde gratitude à toutes celles et à tous ceux qui m'ont accordé leur confiance et je salue tous les autres avec respect.

« Mes chers compatriotes, je serai le président de tous les Français.

« Je mesure la gravité des responsabilités qui vont être les miennes. Je mesure la difficulté de la tâche qui nous attend.

« Comme vous, je veux un Etat vigoureux, impartial, exigeant pour lui-même et soucieux de la bonne utilisation des deniers publics, un Etat qui n'isole pas ceux qui gouvernent du peuple qui les a choisis.

« Notre bataille principale a un nom : la lutte contre le chômage. Les remèdes classiques ont fait long feu. Il faut une nouvelle approche, des nouvelles méthodes. Il faut, avant de prendre quelque décision que ce soit, se poser la question : est-ce que c'est bon pour l'emploi ?

« Toutes les initiatives seront soutenues. Toutes les énergies seront mobilisées, toutes les réussites seront encouragées et il en sera de même pour la lutte contre l'exclusion.

« De nouveau naîtra dans notre pays l'espoir de l'ascension sociale, de nouveau le progrès sera attendu et l'avenir désiré, de nouveau la patrie des droits de l'homme rayonnera dans le monde et de nouveau la France sera le moteur de l'union européenne et un gage de paix et de prospérité pour notre continent.

« Ce soir, je pense à mes parents, je pense aux patriotes simples et droits dont nous sommes tous issus. J'aurai accompli mon devoir si je suis digne de leur mémoire.

« Soyons unis, mes chers compatriotes, soyons tolérants et fraternels mais soyons aussi inventifs, audacieux, conquérants.

« Alors, la France redeviendra un phare pour tous les peuples du monde et c'est sa vocation.

« Vive la République, Vive la France ».

AFP



Pompidou pour maître, le terrain par prédilection

Maire, député, les portefeuilles de l'Emploi, l'Agriculture et l'Intérieur, deux fois Premier ministre, président du RPR : 30 ans de carrière politique bien remplie

■ Après plus de trente ans de combat politique, Jacques Chirac jouait son va-tout avec cette élection de la dernière chance qui l'a conduit, à sa troisième tentative, à l'Elysée, où il succède à François Mitterrand au terme d'un double septennat.

En s'imposant comme le finaliste de la majorité alors que pendant près de deux ans les sondages ne lui accordaient que peu de chances de figurer au second tour, M. Chirac, à 62 ans, a forcé le destin, surmontant une certaine solitude.

Des législatives de mars 1993 jusqu'à février 1995, tant qu'il était au creux de la vague, le maire de Paris s'est en effet retrouvé souvent seul, abandonné par ceux qui avaient été ses proches avant de se tourner vers le Premier ministre Edouard Balladur.

« Une élection, ça se gagne avec les dents », aime à répéter Jacques Chirac. Fort de ce principe, il est parti le premier en campagne « à la rencontre des Français » avec lesquels il affirme avoir noué « un dialogue fécond et chaleureux ». « Je dois être celui qui a parlé avec le plus de Français », a-t-il dit, lors de son face à face avec son adversaire socialiste Lionel Jospin, pour souligner qu'il était un homme d'expérience.

« Girouette »

Pour gagner, l'ancien Premier ministre s'est employé à corriger son image. En abandonnant en novembre la présidence du RPR, il a cherché à troquer sa casquette de chef de parti pour celle d'un « ras-

sembleur » autour des valeurs républicaines.

Alors que ses détracteurs dénoncent sa « démagogie » et le présentent comme « une girouette », Jacques Chirac s'est efforcé de tenir le cap du « changement » sous lequel il a placé sa candidature face aux « conservatismes » de droite comme de gauche.

Enarque pourfendant la

technostructure, maire de Paris et député de la Corrèze, deux fois Premier ministre, M. Chirac conserve son image de fonceur et de battant, privilégiant dans son discours la volonté politique dans la tradition gaulliste.

Pompidou, le maître

Collaborateur de Georges

Pompidou à Matignon à partir de 1962, Jacques Chirac fait partie des « jeunes loups » que le Premier ministre du général de Gaulle envoie conquérir des bastions de gauche. Elu en 1967 député de la Corrèze, terre de sa famille, il devient dans la foulée secrétaire d'Etat à l'Emploi.

En mai 1968, il appartient, avec Edouard Balladur, à la poignée de fidèles qui entourent Georges Pompidou dans la tourmente, notamment lors des accords de Grenelle.

A l'été 1968, quand Georges Pompidou quitte Matignon, il reste très proche de lui, tout en restant au gouvernement. C'est à l'Agriculture qu'il acquiert ses lettres de noblesse ministérielles, gagnant la confiance des paysans.

Ministre de l'Intérieur à la mort du chef de l'Etat en 1974, il lance « l'appel des 43 » pour favoriser l'élection de Valéry Giscard d'Estaing, convaincu que le gaulliste Jacques Chaban-Delmas sera battu par le socialiste François Mitterrand.

Démission fracassante

En contrepartie, il est nommé Premier ministre, mais bien vite ses relations avec le Président se dégradent. En 1976, il démissionne avec fracas, cédant la place à Raymond Barre auquel il apportera un soutien critique.

Reprenant en main le mouvement gaulliste, M. Chirac crée, fin 1976, le RPR, dont il fait une puissante machine électorale.

En 1977, défiant Valéry Giscard d'Estaing et son candidat Michel d'Ornano, il conquiert de haute lutte la mairie de Paris et, l'année suivante, lance contre le président l'« appel de Cochin », où il dénonce « le parti de l'étranger ».

Dans la logique de sa démarche, il se présente à l'Elysée en 1981 contre M. Giscard d'Estaing mais n'obtient que 17,99%, derrière le président sortant, battu au second tour par M. Mitterrand.

En 1986, après la victoire RPR-UDF aux législatives, il devient Premier ministre de la première cohabitation, avec comme objectif l'Elysée deux ans plus tard, mais il est battu au second tour par M. Mitterrand.

Jacques Chirac traverse alors une période de doute et doit faire face à la contestation au sein du RPR des « quadras » renouveaux, Philippe Séguin et Michel Noir en tête, puis du tandem Charles Pasqua-Philippe Séguin. Epaulé par le secrétaire général Alain Juppé, il impose son leadership. En 1992, il vote « oui » à Maastricht, contre la majorité du RPR.

De 1988 à 1993, il encourage son ancien ministre d'Etat Edouard Balladur à se préparer pour Matignon, mais celui-ci apparaît très vite comme son principal rival à droite pour 1995... Un duel qui se transformera en victoire au premier tour pour Chirac. Dès lors, la voie royale vers l'Elysée était ouverte, en dépit d'une excellente campagne de son rival socialiste.

Bernadette Chirac : « Obéir et exister, c'est mon dilemme »

Pour la première fois, la Première dame de France est aussi une élue : conseiller général en Corrèze et conseillère municipale de Sarrazan

■ « Il faut obéir et exister, c'est mon dilemme » : en quelques mots, Bernadette Chirac résume le combat qu'elle mène depuis 40 ans, partagée entre le goût de la discrétion et la volonté d'indépendance auprès de son mari, à la carrière duquel elle s'est totalement consacrée.

Danielle Mitterrand, qui n'est pas le modèle de la nouvelle Première dame de France, avait choisi l'action humanitaire à travers une fondation. Mme Chirac sera la première épouse de président de la République à être aussi une élue.

« Fidèle à ma nature extrêmement réservée, j'accomplirai le rôle de représentation demandé à la femme du président de la République », a dit Mme Chirac. Mais elle a aussi annoncé qu'elle conserverait ses deux mandats locaux : conseiller municipal de Sarrazan (Corrèze), qu'elle détient depuis 1971, et conseiller général de Corrèze, gagné en 1979. Cela me « permettra de rester à l'écoute des difficultés, des besoins des Françaises et des Français, sans aucun intermédiaire », a-t-elle souligné.

Maîtrise d'archéologie

Née Chodron de Courcel il y a bientôt 62 ans à Paris, Bernadette Chirac offre l'image d'une épouse « dévouée », dans l'ombre de son mari qu'elle a rencontré à l'âge de 17 ans sur les bancs de Science-Po et avec lequel elle a eu deux filles, Laurence et Claude. Quelques heures avant le débat télévisé du second tour, elle disait « en toute humilité » avoir fait ce qu'elle avait « pu pour favoriser les meilleures conditions psychologiques de détente, de travail et de réflexion ».

C'est pourtant la même qui,



Mme Chirac sera la première épouse de président de la République à être aussi une élue.

Reuter

en 1972, brava la volonté de son mari pour reprendre des études d'archéologie et décrocher une maîtrise.

C'est aussi Bernadette Chirac qui contribua fin 1978 à l'éviction de Marie-France Garaud de l'entourage du maire de Paris, en lançant qu'on « ne se mêle jamais assez des bonnes femmes ».

Le wagon et la locomotive

« Je n'étais pas destinée à cela au départ », confiait-elle il y a quelques années. « Mais quand le wagon est fortement accroché à la locomotive, il s'adapte ». Et Mme Chirac s'est adaptée. En militante de son mari autant que du mouvement gaulliste, elle a accompagné Jacques Chirac dans toutes ses campagnes depuis la première en 1966.

Avec sa coiffure blonde impeccable et son élégance classique version Guy Laroche ou Pierre Cardin, elle a surmonté sa timidité naturelle pour affronter photographes et tribunes des meetings.

Ces derniers mois, cette habituée du terrain (selon son mari, elle connaît les moindres recoins de son canton, jusqu'au nombre de vaches dans chaque ferme !) a sillonné la France. Accompagnée de Roger Romani ou de Jean-Louis Debré, deux fidèles de Jacques Chirac, elle a mené campagne auprès des personnes âgées ou dans les quartiers défavorisés.

Elle n'a pas hésité non plus à monter au créneau pour aider son mari, en dénonçant à la télévision les « attaques personnelles indignes » concernant la succession de sa famille. « Les attaques personnelles, les calomnies, les vilénies, les Français en ont assez. Ce n'est pas cela qu'ils attendent de la campagne », avait-elle ajouté.

Outre les associations culturelles qu'elle a fondées à Paris, Mme Chirac est depuis un an présidente de la Fondation Hôpitaux de Paris. Elle entend profiter de sa nouvelle position pour « encore amplifier son engagement » dans ces deux domaines.



Jacques Chirac est parti en campagne « à la rencontre des Français ».

AFP